Projet de Transition Professionnelle : les reconversions vers les métiers de l'industrie

MARS **2025**

PARTENAIRE D'AVENIR
TRANSITIONS PRO Île-de-France

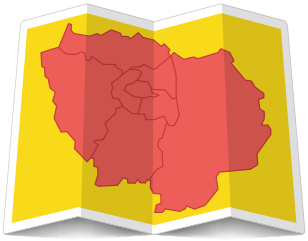
L'ESSENTIEL

à retenir

L'industrie en France

→ Représente **13 % du PIB** et emploie près de **3 millions de personnes.**

→ **60 %** des nouvelles implantations industrielles concernent **les énergies renouvelables et les transports décarbonés.**



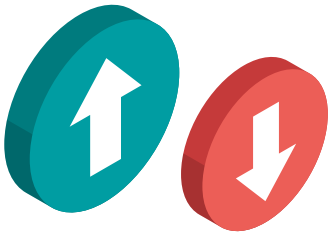
L'industrie en Île-de-France

→ Représente **8,5 % de l'emploi régional,** avec **650 000 salariés** et **20 110 établissements.**

→ Forte concentration **de pôles technologiques et industriels.**

→ **51 %** des emplois industriels concernent **la métallurgie.**

→ Les cadres représentent **51 % des salariés du secteur en Île-de-France** (vs 28 % au niveau national).



Tendances et défis du secteur

→ Une réindustrialisation a permis de créer **130 000 emplois nets** depuis 2017.

→ Secteurs porteurs :
- **énergies renouvelables,**
- **transports décarbonés.**

→ Métiers en tension :
- **montage/assemblage,**
- **ingénierie de production,**
- **maintenance industrielle.**

→ **87 % des contrats sont en CDI,** avec des salaires 10 % supérieurs à la moyenne nationale.

Les reconversions professionnelles vers l'industrie

→ **852 PTP financés** dans l'industrie entre 2021 et 2023 (4 % du total).

→ **98 % de réussite à l'examen,** soit **6 points de plus** que pour l'ensemble des domaines confondus (sur une même période)

9 bénéficiaires sur 10 ont réussi leur reconversion ou sont en cours
66 % sont en CDI, 6 mois après leur formation

→ Principaux métiers visés :
- **maintenance industrielle,**
- **ingénierie qualité,**
- **production énergétique.**

Le périmètre de cette étude englobe les secteurs et ROME couverts par OPCO 2I (Opérateur de compétences interindustriel) qui rassemble 12 secteurs* professionnels divisés en 29 branches industrielles.

*Secteurs d'activité : Ameublement, Bois, Jouets et puériculture / Caoutchouc / Céramique / Chimie / Energie et Services énergétiques / Industries créatives et techniques, Mode et Luxe / Matériaux pour la construction et l'industrie, Verre / Métallurgie et Recyclage / Papier Carton /Pétrole / Pharmacie / Plasturgie / Nautisme et Composites.

L'industrie, un pilier incontournable *de l'économie française*[1]

L'industrie, pilier majeur de l'économie française, représente 13 % du PIB et emploie près de 3 millions de personnes. On parle d'industrie pour désigner les activités qui transforment des matières premières (comme le bois, le métal ou le plastique) en produits finis (voitures, vêtements, appareils électroniques, etc.). Ce secteur englobe des activités variées comme la métallurgie, la chimie et l'énergie, tout en se distinguant par son innovation et ses investissements en R&D.

Au national l'industrie représente :

→ **89 200 entreprises**
et **117 100 établissements**
dont **18,5 % en Île-de-France**

→ **60 %** des nouvelles implantations dans **les énergies renouvelables et transports décarbonés**

La répartition des établissements par région en 2024

Source : Observatoire OPCO 2i, France Compétences et INSEE

TENDANCE ET ENJEUX DE LA RÉINDUSTRIALISATION EN FRANCE[2]

Entre les années 1970 et 2010, la France a connu un mouvement de désindustrialisation, marqué par une baisse de la part de l'industrie dans le PIB. Depuis le milieu des années 2010, **une dynamique de réindustrialisation a émergé, avec 130 000 emplois nets** créés depuis 2017 dont 28 000 sur la seule année 2023.

En 2024, l'industrie française traverse une période de transition marquée par des restructurations (Michelin et ArcelorMittal par exemple). Malgré un ralentissement du rythme de réindustrialisation, les secteurs des énergies renouvelables et des transports décarbonés restent dynamiques. En revanche, certains domaines, comme l'automobile, affrontent des défis liés à l'électrification et à la concurrence internationale. La pharmacie et la métallurgie subissent également un ralentissement marqué. La mobilisation conjointe de l'État et des entreprises vise à préserver l'emploi et à renforcer la compétitivité dans les secteurs d'avenir, au cœur des enjeux de mutations économiques et environnementales.

1. *Quels métiers demain ? Spécial industrie / Onisep, OPCO 2I (12/2023)*
2. *Où en est la réindustrialisation de la France / Ministère de l'Economie, des Finances et de la souveraineté industrielle et numérique (Les Thèmas de la DGE, n° 20)(05/2024)*
   - *Ambition pour l'industrie : dossier de presse / Ministère du travail et de l'Emploi (11/2024)*
   - *9ème baromètre mondial des investissements industriels / Trendeo, McKinsey, Institut de la réindustrialisation (12/2024)*

Les recrutements et besoins *en compétences*[3]

En 2022, la réduction des tensions de recrutement est devenue une priorité nationale dans un contexte de nouveaux défis industriels (décarbonation, réindustrialisation, grands programmes sectoriels).

En 2023 on compte au national :

→ **1,3 million d'offres d'emploi**
(baromètre Adecco),

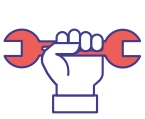
→ **280 000 recrutements**
prévus par France Travail,
dont **75 % en CDI.**

Toutefois, 2024 s'inscrit davantage dans une période marquée par un recul des activités manufacturières, pesant sur la dynamique de création d'emplois industriels et accentuant les défis pour le secteur.

DES OPPORTUNITÉS À TOUS LES NIVEAUX DE QUALIFICATION

Les métiers de l'industrie offrent des opportunités d'emploi, qu'ils soient qualifiés ou non.

TOP 3 des postes les plus recherchés
selon le baromètre Adecco 2023



Monteur / assembleur mécanique

Manager et Ingénieur de production

Opérateur manuel d'assemblage, tri ou emballage

Une étude récente de l'APEC[4] révèle qu'en dix ans, le taux d'encadrement dans l'industrie a significativement augmenté. Face à des défis complexes tels que la transition écologique et énergétique ou l'adaptation à de nouvelles réglementations, les entreprises industrielles recherchent activement **des compétences cadres variées.** Les opportunités restent également nombreuses dans les métiers techniques tels que **le process, les méthodes, l'industrialisation, le pilotage de la production industrielle ou encore l'ingénierie et la recherche-développement.**

DES POSTES STABLES

L'industrie offre des emplois de qualification intermédiaire bien rémunérés : selon l'Insee, **le salaire mensuel net moyen à temps plein dans l'industrie est 10 % plus élevé dans l'industrie** que dans l'ensemble des secteurs. Par ailleurs en 2022, plus de 87 % des contrats de travail dans l'industrie sont en CDI (contre 85 % dans les autres secteurs) et à temps complet.

QUELLES PROSPECTIVES À L'HORIZON 2035 ?

D'ici 2035 selon France Stratégie[5], les créations d'emplois au niveau national pourraient atteindre entre **580 000 et 740 000 postes, principalement parmi les ouvriers qualifiés, techniciens et agents de maîtrise.** Cependant, la plus forte croissance (+30 %) concernerait les ingénieurs, cadres de l'industrie et personnels d'études et de recherche. En Île-de-France, les ingénieurs et cadres techniques de l'industrie figurent parmi les métiers les plus recherchés, avec 26 000 remplacements liés aux fins de carrière et 21 000 créations nettes prévues.

21 000
Création d'emploi

26 000
Départs en fin de carrière

Besoins de recrutement pour les Ingénieurs et cadres de l'industrie entre 2019 et 2030
(Source : projections France Stratégie / Dares)

Des besoins en compétences portés par *l'Industrie du futur*[6]

L'industrie du futur est, en France, le nom du programme national initié en 2015 en faveur de la modernisation de l'outil de production et la transformation numérique des entreprises industrielles. Ces transformations visent à répondre aux enjeux environnementaux et sociaux, en intégrant des technologies telles que l'intelligence artificielle, l'Internet des objets (IoT), la robotique avancée et la fabrication additive.

Le développement de l'industrie du futur devrait générer des besoins en recrutement allant de 65 000 à 115 000 personnes entre 2023 et 2026 dans la métallurgie.

Certains métiers auront, notamment en Île-de-France, une forte intensité de besoins en recrutements (Data Scientist, spécialistes en automatisme et robotisation, en fabrication additive, en écoconception, en cybersécurité, responsable de gestion industrielle et logistique, techniciens de maintenance…). Cependant les compétences traditionnelles : électronique, mécanique, maintenance… restent également indispensables au déploiement de l'industrie du futur.

3. Quels métiers demain ? Spécial industrie / Onisep, OPCO 2I (12/2023)
4. Évolution de l'emploi cadre et non cadre dans l'industrie / APEC (11/2024)
5. Réindustrialisation de la France à l'horizon 2035 : besoins, contraintes et effets potentiels / France Stratégie (07/2024)
6. Solutions Industrie du futur | Conseil national de l'industrie (conseil-national-industrie.gouv.fr) et Etude diagnostic « Cartographie des emplois, des compétences et des formations de l'Industrie du futur » / Observatoire paritaire de la Métallurgie ; OPCO 2I (07/2023)

Panorama de l'industrie *en Île-de-France*[7]

L'industrie en Île-de-France a la particularité de rassembler une forte densité d'entreprises technologiques (grands groupe, PME, start-ups). La région abrite également des pôles de compétitivité de renommée mondiale (comme le plateau de Saclay), et possède l'une des plus importantes concentrations scientifiques et technologiques en Europe. Cette industrie est également marquée par une grande diversité d'activités.

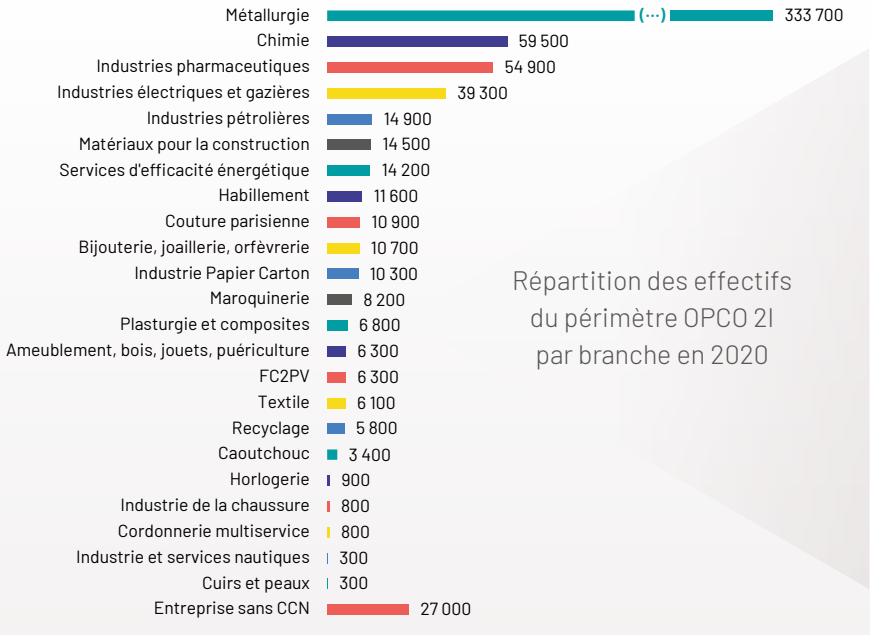
L'industrie francilienne représente[8] :

→ **8,5 %** de l'emploi régional ;

→ **650 000** salariés répartis au sein de 20 110 établissements.

UNE PRÉPONDÉRANCE DE LA MÉTALLURGIE

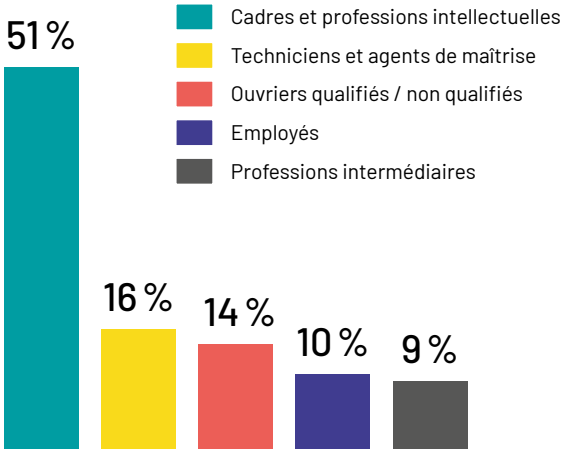
La métallurgie représente plus de 51 % de l'emploi industriel. La chimie, l'industrie pharmaceutique et les industries électriques et gazières restent également très représentées. Par ailleurs, certaines branches, comme le recyclage, l'habillement et la couture parisienne, sont particulièrement bien implantées dans la région, reflétant une forte spécialisation locale.



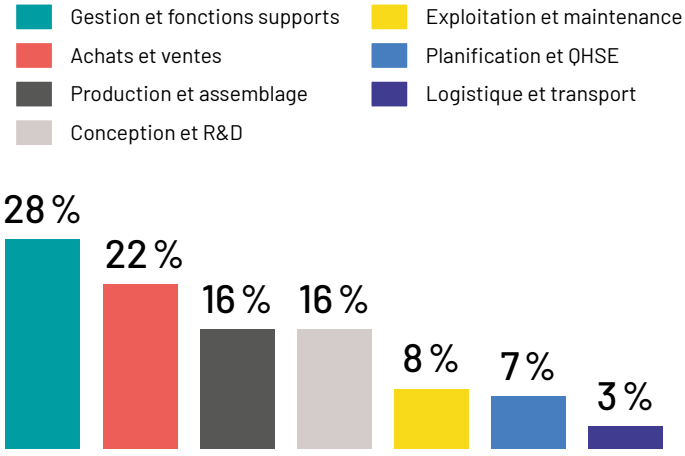
Répartition des effectifs du périmètre OPCO 2I par branche en 2020

FORT POIDS DES CADRES

En Île-de-France, les cadres représentent 51 % des salariés de l'industrie, soit bien plus que la moyenne nationale (28 %). Cette surreprésentation s'explique par la forte présence de centres de décision, d'activités de recherche et développement, et d'activités administratives dans la région.



Répartition par CSP
(source OPCO 2i)



Répartition par famille de métiers
(source OPCO 2i)

DE NOMBREUX DÉFIS ET OPPORTUNITÉS DE L'INDUSTRIE EN ÎLE-DE-FRANCE[9]

L'industrie se distingue par plusieurs atouts majeurs :

Des recrutements diversifiés :

L'industrie propose des opportunités d'emploi pour tous les niveaux de qualification ;

Une évolution constante des métiers :

En phase avec les enjeux de la transition écologique et énergétique, les métiers de l'industrie se transforment en lien avec la transition écologique et énergétique ;

Des rémunérations attractives :

Les salaires dans l'industrie dépassent de **10 % en moyenne ceux des autres secteurs ;**

Une forte stabilité de l'emploi :

Avec 92 % de contrats en CDI et 94 % de postes à temps plein, l'industrie offre une sécurité professionnelle supérieure à de nombreux secteurs économiques.

Elle doit cependant faire face à de nombreux enjeux :

Des métiers trop méconnus et donc peu attractifs

Le secteur industriel fait face à deux grands défis en matière d'attractivité. D'une part, le renouvellement générationnel s'opère difficilement et l'industrie peine à attirer les jeunes, avec seulement 12 % de salariés de moins de 28 ans. Les femmes sont également faiblement représentées (37 %), bien que la situation reste variable selon les branches.
D'autre part, une image négative persiste, les métiers étant souvent perçus comme peu innovants, exigeants physiquement et mal rémunérés.
Pourtant, les avancées technologiques récentes ont modernisé ces emplois, les rendant plus qualifiés, moins contraignants et mieux rémunérés, offrant ainsi un potentiel d'attractivité accru.

De nombreuses initiatives sur tout le territoire *pour améliorer l'attractivité*

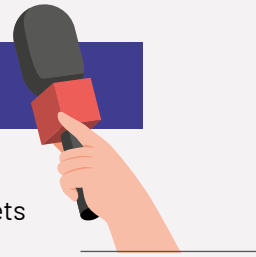
Pour promouvoir les métiers de l'industrie, de nombreuses initiatives voient le jour. Parmi elles, ***« La semaine de l'industrie »***, un événement annuel visant à rapprocher le public et les jeunes du monde industriel par des actions variées : visites d'entreprises, job datings, forums des métiers, webconférences, interventions en classe ou encore expositions.

De son côté Transitions Pro Île-de-France a organisé en juin 2024 un forum des métiers spécial industrie et bâtiment permettant de mettre en relation les entreprises qui recrutent avec les bénéficiaires d'un PTP.

L'industrie figure également parmi les quatre priorités stratégiques de la Région Île-de-France. De multiples actions sont mises en œuvre pour valoriser ce secteur et déconstruire les stéréotypes. L'objectif est d'inciter jeunes, les salariés et les demandeurs d'emploi à envisager l'industrie comme une voie d'avenir.

7. *Les chiffres présentés dans cette partie proviennent principalement de l'étude réalisée en 2022 par OPCO 2i sur l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins en compétences pour les branches de l'interindustrie en Île-de-France*
8. *Selon l'URSAFF et OPCO 2I*
9. *En Île-de-France, industrie et innovation font la paire / Choose Paris Région (07/2021)*

ENTRETIEN



Avec Sophie BOSSET-MONTOUX,

Oriane Île-de-France, Responsable projets orientation/information métiers

Oriane, Agence de l'orientation et de la promesse républicaine est une direction de la Région Ile de France créée en janvier 2023. Elle est un guichet unique de l'orientation tout au long de la vie et s'adresse à tous les franciliens de 12 à 60 ans et plus. Son objectif est de garantir à tous les franciliens un meilleur accès à l'orientation, la formation et à l'insertion professionnelle.

Pour quelles raisons la Région a-t-elle choisi de faire de l'industrie un des axes de travail des acteurs du SPRO (Service public régional de l'orientation) en 2024 ?

La Région Île-de-France soutient fortement l'industrie tant en termes de réindustrialisation que d'accompagnement aux différentes transitions (écologiques, numériques, démographiques).

On peut citer par exemple le soutien aux territoires d'industrie. Pour rappel, l'Île-de-France occupe le rang de 2ème région industrielle de France. Pour la Région, c'est un enjeu important tant en termes de compétitivité, de développement économique ou d'emploi pour le territoire. Il est donc primordial de développer une offre de formation adaptée, de capter des talents et des compétences à travers la valorisation des métiers industriels.

Pourquoi le SPRO ? La valorisation et la promotion des métiers passent par une bonne information/formation des prescripteurs, et de tous ceux qui sont amenés à accompagner à un moment donné des jeunes et des adultes dans leur parcours d'orientation ou de réorientation. Il s'avère que les filières industrielles sont méconnues par les prescripteurs qui parfois peuvent véhiculer des préjugés auprès du public final. Le SPRO permet de toucher sur l'ensemble des territoires ces acteurs prescripteurs.

Quels sont selon vous les freins que peuvent rencontrer les publics à se diriger vers ces métiers ?

D'une façon générale, les freins les plus cités sont : l'accès au centre de formation qui demande une grande mobilité par rapport à son domicile, une très grande diversité de métiers et de filières ce qui rend au final peu visible l'ensemble de ce secteur, une forte méconnaissance des métiers, des idées reçues parfois tenaces : « Il n'y a plus d'industrie en Île-de-France », « l'industrie, c'est polluant et c'est sale »...

Estimez-vous que les métiers de l'industrie soient porteurs en Île-de-France ?

Bien sûr ! Il suffit de se plonger dans les dernières études sectorielles : l'industrie gagne même de nouveau du terrain dans la région.

Une nécessité de développer les compétences et d'améliorer l'adéquation de l'offre de formation avec les besoins en recrutement

Une étude de 2022 d'OPCO 2I sur l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins en compétences des branches professionnelle de l'interindustrie révèle plusieurs constats :

- → Les salariés en alternance ne représentent qu'un sixième des effectifs des personnes formés (sur les niveaux 3 à 5) ;
- → Les taux d'abandon en cours de formation sont parfois élevés (40 à 50 % pour certains Bac Pro et BTS) ;
- → Il existe une inadéquation entre les lieux de formation, les lieux industriels et les lieux de résidence des potentiels formés ;
- → Un métier sur cinq ne dispose pas d'un nombre suffisant de diplômés pour répondre aux besoins des entreprises.

Les certifications spécifiques à l'industrie (CQPI, CQPM)[10]

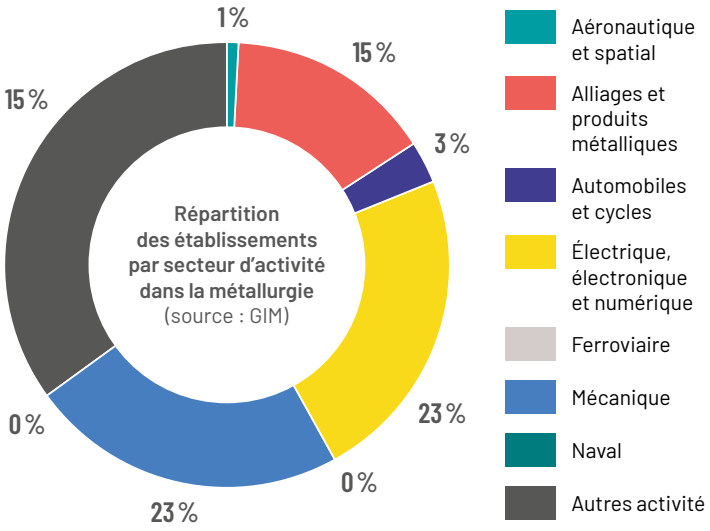
La branche professionnelle de la métallurgie a créé un dispositif de certifications professionnelles en complémentarité des titres et diplômes existants délivrés par le ministère de l'Éducation Nationale ou le ministère du Travail. **Le certificat de qualification paritaire de la métallurgie (CQPM)** certifie les compétences professionnelles pour la qualification souhaitée et assure une reconnaissance professionnelle par les entreprises de la branche métallurgie. Il en existe aujourd'hui 133 dont 92 sont inscrits au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP). Certains CQPM sont également reconnus dans d'autres branches professionnelles sous la forme de CQPI (certificat de qualification professionnelle interbranche). Cette offre étendue de certifications est régulièrement ajustée aux exigences de l'industrie.

En 2024, ont été délivrés à l'échelle nationale :

10 456 CQPM
1 555 CQPI
434 CCPI[11]
(certificat de compétences professionnelles interbranches)
698 CCPM[12]
(Certificat de Compétences Professionnelles de la Métallurgie)

ZOOM SUR LA MÉTALLURGIE[13]

L'Île-de-France est la première région de France de l'industrie métallurgique et regroupe de nombreux secteurs d'activité.
Le secteur de la métallurgie regroupe 8 000 établissements, un tissu majoritairement composé de TPE (60 %). Il emploie 340 000 salariés, avec plus de la moitié (53 %) travaillant dans des entreprises de plus de 250 salariés. Au-delà des grandes implantations bien connues des secteurs automobiles et aéronautiques, des sièges sociaux et des centres de recherche, la métallurgie se distingue par **un réseau dense de PMI spécialisées** dans la production de produits à valeur ajoutée ou disposant de savoir-faire spécifiques.



- Les salariés sont en grande majorité des hommes (70 %) et près de 3 sur 10 ont 50 ans et plus.
- En Île-de-France, le Baromètre de la main d'œuvre (BMO) 2024 réalisé par France Travail comptabilise **1 500 projets de recrutement** dans la métallurgie, **68 % de ces projet recrutements étant jugés comme difficiles d'après les employeurs[14].**
- À l'horizon 2030-2035[15], l'Île-de-France et l'Auvergne Rhône-Alpes devraient représenter **près de la moitié des besoins en recrutement dans la métallurgie**. Selon le dernier rapport prospectif publié par l'Observatoire de la métallurgie, les besoins en recrutement seront principalement dû aux mobilités externes (80 %) et aux départs en retraite (20 %). Ces recrutements devraient porter sur un public d'ingénieur cadre (25 %), de professions intermédiaires (9,7 %), d'ouvriers (6,5 %) et enfin d'employés (4,4 %).
  À ces recrutements s'ajouteront du recours à l'intérim et aux CDD mais dans une moindre mesure.

10. Source : outil-territoria-metallurgie.fr
11. Le CCPI s'obtient come un CCPM, il est délivré par la branche pour attester de l'acquisition de compétences professionnelles.
12. Le CCPM est une démarche de validation des compétences nécessaires à l'exercice d'une mission complémentaire au métier.
13. L'industrie Francilienne - GIM-IDF
14. France Travail BMO 2024 (pole-emploi.org)
15. Étude prospective des besoins en recrutement dans la Métallurgie à l'horizon 2030-35 / Observatoire paritaire de la Métallurgie ; OPCO 2I (09/2024)

ENTRETIEN

Avec Mme Christine CLÉMENT,
chargée de mission emploi formation et
Mme Aurélie VITTORI,
chargée de mission veille socio-économique et emploi

Le GIM (Groupe des Industries Métallurgiques d'Île-de-France) est l'organisation professionnelle représentative de l'industrie de la métallurgie en Île-de-France. Le GIM fait partie du réseau UIMM, qui couvre une grande diversité de secteurs industriels : aéronautique, automobile, mécanique, électronique, construction navale et ferroviaires entre autres.
Le GIM rassemble environ 1 700 entreprises adhérentes, représentant 260 000 à 270 000 salariés.

Quelles sont les perspectives de croissance et les besoins en main-d'œuvre dans l'industrie de la métallurgie en Île-de-France ?

Une étude récente de l'Observatoire paritaire de la métallurgie offre des prévisions jusqu'en 2035. Plusieurs scénarios sont envisagés : a minima, une stabilité de l'emploi. Dans le meilleur cas, une légère progression après des années de déclin industriel en Île-de-France. Les mouvements sont cependant différenciés selon les secteurs d'activité. Au total les besoins en recrutement dans la métallurgie devraient varier entre environ 40 000 et 50 000 personnes par an entre 2025 et 2035, selon les scénarios de l'étude. 20 % de ces recrutements le seront en raison de départs en retraite.

Sur quels types de postes porteront ces recrutements ?

Les recrutements en Île-de-France concerneront aussi bien les ingénieurs, les cadres, les techniciens que les ouvriers qualifiés. Les métiers évoluent avec l'impact du numérique de la digitalisation. Des besoins spécifiques émergent dans des domaines comme le développement logiciel, l'informatique embarquée et la cybersécurité. Il y a une dynamique d'évolution des compétences et de mobilité interne. La transition écologique renforce également la demande pour des compétences spécifiques, comme la maintenance liée à la décarbonation et aux systèmes automatisés. En dehors de la maintenance, on observe une forte demande dans des métiers comme la production automatisée, la robotique, l'usinage, la chaudronnerie ou encore la supply chain.

Quels sont les niveaux de formation attendus dans l'industrie ?

L'industrie demande de plus en plus de qualifications, bien au-delà des CAP ou des formations de niveau 3. Les postes accessibles sans qualification particulière, comme certaines fonctions de manutention ou d'assemblage, demandent souvent une simple formation au poste. Mais globalement, l'industrie offre davantage de de perspectives intéressantes pour les profils qualifiés. Nous devons continuer à adapter les formations pour répondre à ces besoins croissants, en accompagnant les reconversions professionnelles vers ces niveaux Bac+2, Bac+3, et au-delà.

Quels sont les enjeux de la reconversion dans le secteur de l'industrie ?

Les reconversions représentent un enjeu majeur. L'accès à une formation adaptée est souvent un défi. L'offre de formation industrielle est assez spécifique et demande des équipements particuliers. L'individualisation des parcours reste un frein, car on ne peut pas ouvrir une formation pour une seule personne.

Les métiers de l'industrie sont-ils attractifs ?

L'industrie propose une grande stabilité d'emploi, avec 95 % des emplois en CDI à temps plein. En Île-de-France, elle offre aussi des opportunités d'emploi décentralisées, en dehors des cœurs de ville, ce qui convient bien à des personnes recherchant un emploi près de chez elles. L'industrie offre en général des salaires plus élevés que le tertiaire, et cela quel que soit le niveau de qualification.

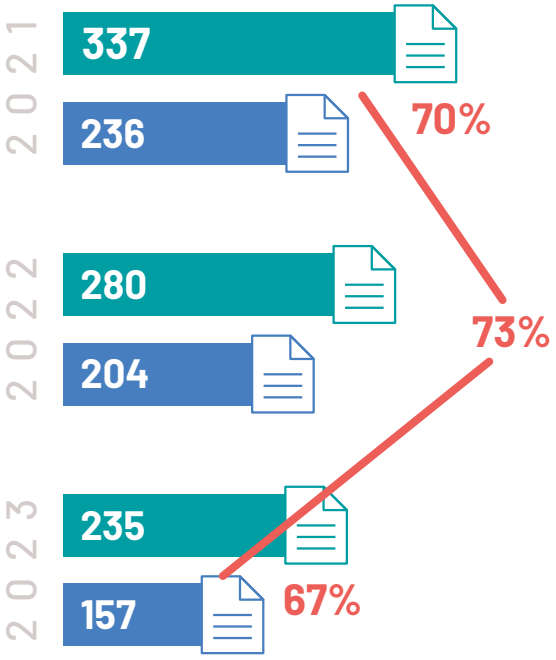
L'image de l'industrie est très positive auprès des français. Des études montrent que 82 % des français estiment que les usines font partie de l'identité de leur région. Cependant les métiers de l'industrie ne sont pas forcément toujours connus du grand public et des prescripteurs. Nous menons de nombreuses initiatives comme le hub des métiers, où les jeunes découvrent des professions liées à l'industrie, ainsi que des espaces expérientiels en Île-de-France et ailleurs. On développe aussi des ressources comme des brochures sur les métiers, des témoignages vidéo, et des plateformes virtuelles. Nous collaborons avec France Travail pour organiser des événements de recrutement, notamment durant la semaine de l'industrie.

Comment Transitions Pro Île-de-France *accompagne les reconversions professionnelles vers le domaine de l'Industrie ?*

Entre 2021 et 2023, 852 Projets de Transition Professionnelle (PTP), soit 4 % de tous les dossiers PTP déposés, visent le secteur de l'industrie. Sur cette période, Transitions Pro Île-de-France a financé 597 dossiers, avec un taux d'acceptation de 70 % pour l'industrie ce qui représente au total plus de 23 470 000 €.

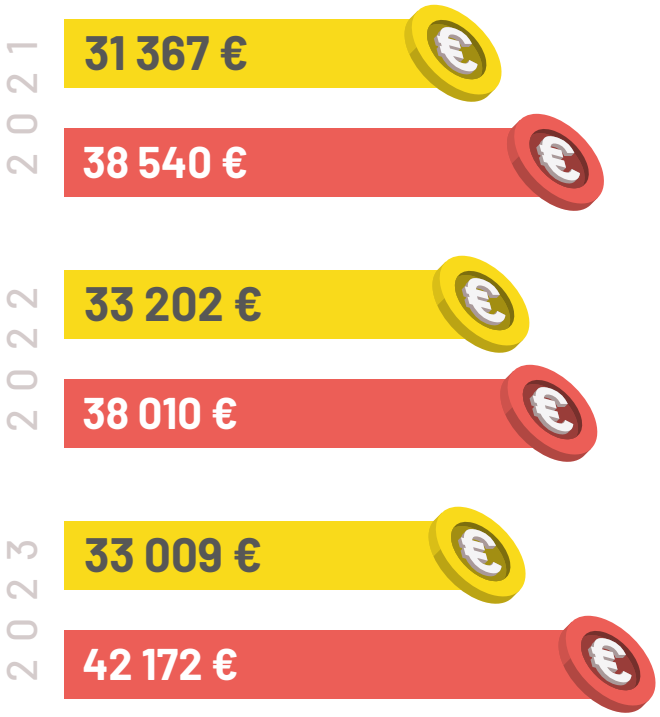
Ces chiffres reflètent un soutien marqué au secteur industriel, mais ils s'accompagnent également d'une dynamique contrastée en matière de demandes.

Si le nombre total de demandes de PTP a connu une baisse modérée de 5 % entre 2021 et 2023 (tous domaines confondus), la diminution a été beaucoup plus marquée dans le secteur de l'industrie, où les demandes ont chuté de 30 %, passant de 337 dossiers déposés en 2021 à 235 en 2023.



Évolution du nombre de dossiers déposés dans le secteur de l'industrie entre 2021 et 2023

Déposés
Acceptés
Taux d'acceptation moyen



Évolution du coût moyen par dossier pour les reconversions professionnelles (2021 - 2023)

Coût moyen d'un dossier
Coût moyen d'un dossier dans le domaine de l'industrie

En 2023, le coût moyen d'un dossier déposé dans le domaine de l'industrie s'élevait à **42 172 €**, soit **30 % de plus** que le coût moyen de **33 009 €** pour tous les domaines confondus.

De manière similaire, le coût pédagogique moyen pour un dossier industriel était de **12 773 €**, soit **40 % supérieur** au coût pédagogique moyen de **9 129 €** observé tous secteurs confondus. Malgré ces coûts plus élevés, le taux d'acceptation pour les projets dans l'industrie reste aligné avec celui des autres secteurs, reflétant une attention particulière portée à ces projets.

ENTRETIEN

Avec Mme Isabelle DEGRAS,
conseillère emploi formation
de l'organisme de formation AFORP

Pouvez-vous nous présenter l'AFORP et ses principales activités ?

L'AFORP est spécialisé dans cinq domaines de compétences : organisation industrielle et logistique, informatique numérique, énergie, robotique maintenance, et la chaudronnerie et l'usinage. Nous accompagnons les candidats du CAP au Bac+3 et proposons 60 certifications professionnelles (CQPM).

Quelles actions menez-vous pour renforcer l'attractivité des métiers industriels ?

Nous avons développé FORINDUSTRIE, une plateforme de serious game dédiée à la découverte des métiers industriels. Le Hub des métiers, notre démonstrateur physique, accueille 1 000 personnes chaque année. Par ailleurs, nous participons à 40 événements par an (salons, forums, journées portes ouvertes) et bénéficions du travail de huit conseillères qui assurent la promotion des métiers et accompagnent le recrutement. Chaque année, nous traitons plus de 8 500 candidatures, avec une croissance de 8 % à 10 % depuis 2020.

Quels sont les profils des personnes intégrant vos formations ?

Nous formons environ 1 800 alternants âgés de 15 à 35 ans, ainsi que 4 000 salariés par an. En ce qui concerne les publics en reconversion, nous accueillons 400 à 500 stagiaires chaque année, tous publics et tous âges confondus, avec un focus majoritaire sur les reconversions intra-sectorielles. Le taux de réussite aux examens atteint 77 % pour les publics en reconversion, avec une forte demande sur les formations en maintenance et énergie fluide.

Quels résultats observez-vous en matière d'insertion professionnelle ?

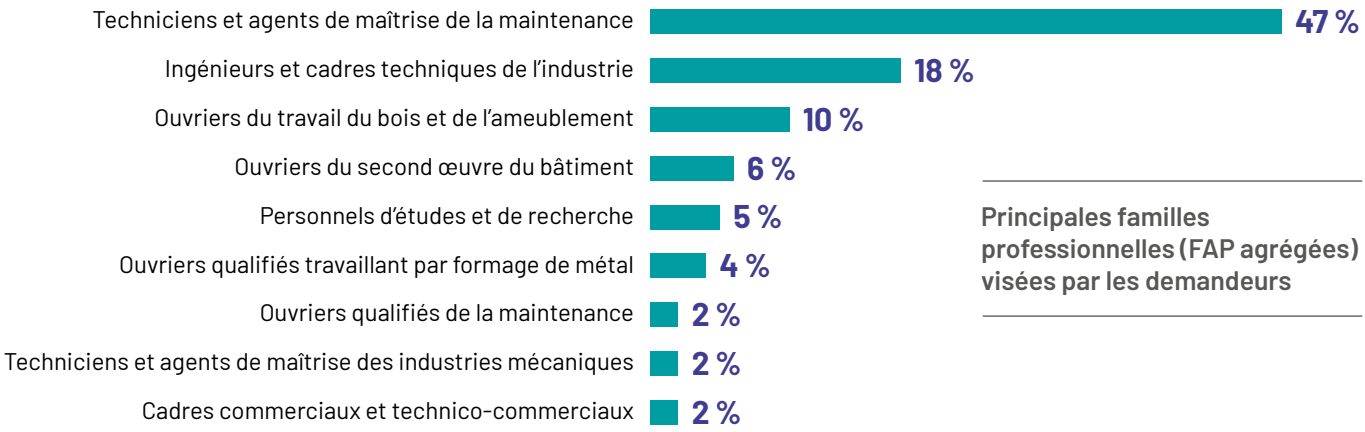
Le taux d'insertion 6 mois après la fin de la formation atteint 86 % pour l'apprentissage et 70 % pour les publics en reconversion (100 % d'insertion dans le métier correspondant à la formation suivie).

Quelles sont les opportunités actuelles et à venir dans le secteur de l'industrie ?

Le secteur offre de belles perspectives : 7 000 emplois sont actuellement vacants, et 40 000 embauches sont prévues chaque année sur les cinq prochaines années. En Île-de-France, premier bassin d'emploi industriel, les métiers de la soudure et de la chaudronnerie sont particulièrement en tension. De notre côté nous publions plus de 1 000 offres d'emploi et avons un réseau de 1 200 entreprises partenaires.

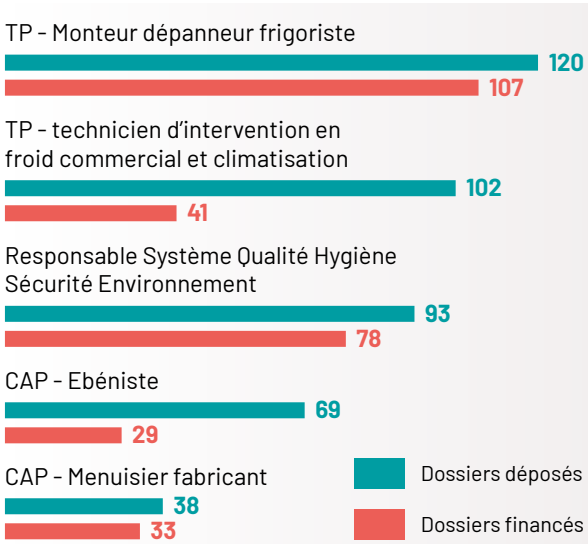
LES MÉTIERS DE LA MAINTENANCE PLÉBISCITÉS PAR UN BÉNÉFICIAIRE SUR DEUX

Entre 2021 et 2023, plus d'une demande sur deux concerne un métier en lien avec la maintenance, ce qui correspond notamment à une forte demande de compétences techniques dans le secteur industriel. En deuxième position avec 18 % des demandes arrivent les ingénieurs et cadres de l'industrie qui correspondent là encore à de forts besoins en Île-de-France.



Principales familles professionnelles (FAP agrégées) visées par les demandeurs

Dans le détail, entre 2021 et 2023, plusieurs formations ont été particulièrement plébiscitées par les salariés dans le cadre du PTP. Voici le top 5 des formations les plus demandées/financées tous secteurs de provenance confondus :



TOP 5

des formations des dossiers déposés / financés dans le domaine de l'industrie (2021 - 2023)

Ces formations sont représentatives des besoins croissants de compétences techniques dans les métiers de la production, de la maintenance, et la gestion de la qualité. Elles permettent aux salariés en reconversion de s'orienter vers des métiers en tension, offrant de nombreuses opportunités d'emploi et des perspectives de carrière stables.

Les métiers de l'industrie priorisés par Transitions Pro Île-de-France

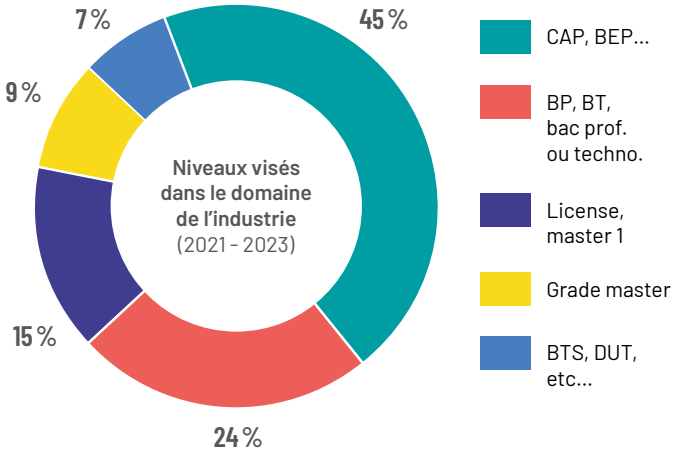
Chaque année, le Conseil d'Administration de Transitions Pro Île-de-France établit une liste de métiers identifiés comme à forte employabilité ou émergents, en fonction des besoins du marché du travail. Les demandeurs s'orientant vers ces métiers bénéficient de **3 points de priorité** lors de l'examen de leur projet par la Commission Paritaire Interprofessionnelle (CPI). Les métiers de l'industrie figurent depuis plusieurs années parmi ces métiers priorisés, qu'il s'agisse de métiers offrant de solides perspectives d'emploi, comme par exemple les cadres de l'industrie ou les métiers de l'industrie de process, ou bien encore de métiers émergents, comme notamment technicien démonteur de batteries de véhicules électriques ou chargé(e) de process numérique de production en plasturgie.

www.transitionspro-idf.fr

LE CAP, LE DIPLÔME LE PLUS PLÉBISCITÉ

Près de la moitié des formations demandées (45 %), concernent des diplômes de niveau CAP ou BEP. Ce choix illustre un fort attrait pour les métiers techniques et manuels, essentiels au fonctionnement de l'industrie, en particulier dans les domaines de la production et de la maintenance.

En deuxième position, on retrouve les diplômes de niveau BP, BT, bacs professionnels ou technologiques, représentant 24 % des formations demandées. Ces parcours reflètent une aspiration à des qualifications intermédiaires, souvent dans des domaines plus spécialisés. Ils offrent aux salariés l'opportunité de développer des compétences techniques approfondies, en phase avec les besoins actuels de l'industrie.



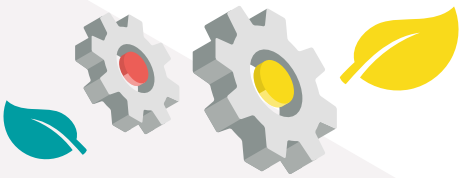
Une proportion notable de bénéficiaires vise des diplômes de niveau supérieur, avec 24 % visant un niveau bac+3 ou +. Cette tendance est particulièrement significative dans le contexte des besoins futurs de l'industrie. Cette diversité de parcours reflète les multiples besoins de l'industrie francilienne, où chaque niveau de qualification contribue, à sa manière, au développement et à la transformation durable du secteur.

« Ce que j'aime dans mon métier actuel, c'est la diversité des projets. Chaque jour est différent, et il y a toujours un défi technique à relever. En plus, le secteur évolue rapidement, donc il y a beaucoup d'opportunités de se former et de progresser. »

Lucas, 30 ans, ancien technicien informatique, bénéficiaire du PTP pour devenir électrotechnicien.

ENTRETIEN

Avec Mme Caroline DUCQ,
Directrice régionale de l'ingénierie
et de l'innovation à l'AFPA Île-de-France



Pouvez-vous nous présenter les actions clés de l'AFPA pour répondre aux défis actuels du secteur industriel ?

L'AFPA contribue activement à répondre aux besoins du secteur de l'industrie, en mettant l'accent sur deux défis majeurs : la transition écologique et la modernisation des compétences. Avec plus de 80 ans d'expérience, nous avons développé une gamme diversifiée de formations professionnelles qui répondent aux besoins spécifiques du marché industriel.

Quelles sont les principales formations que vous proposez dans ce secteur ?

Nos formations dans l'industrie s'adaptent constamment aux nouveaux besoins du marché. Nous couvrons deux grandes catégories :

- **Les métiers traditionnels modernisés :** par exemple, la maintenance industrielle, du poste d'opérateur à celui de technicien, le soudage, la mécanique automobile, ou encore l'usinage.
- **Les métiers émergents :** ceux-ci incluent des domaines comme le recyclage des batteries, la production d'hydrogène, le traitement des déchets, le développement informatique industriel, ou encore la réparation d'appareils électroménagers dans une logique d'économie circulaire.

Nous collaborons étroitement avec des branches et des fédérations professionnelles pour anticiper et répondre aux besoins en compétences liées aux métiers verts et durables. Par ailleurs, l'innovation pédagogique est une priorité : nous utilisons des technologies modernes et des plateformes mobiles pour proposer des formations directement sur site.

L'industrie souffre parfois d'un déficit d'attractivité, comment l'AFPA agit-elle pour rendre ces métiers plus attractifs ?

C'est effectivement un enjeu majeur. Certains métiers, comme ceux liés à l'hydrogène ou à l'automatisation, attirent davantage que des professions plus traditionnelles, comme la chaudronnerie. Pour inverser cette tendance, nous participons à des événements comme la semaine de l'industrie. Ces initiatives permettent de mettre en avant nos formations et les nombreuses opportunités qu'offre l'industrie. Nous insistons également sur les avantages : une progression rapide en compétences et en salaire, une forte demande pour des CDI, et de réelles perspectives d'évolution. Ces éléments sont souvent méconnus mais peuvent faire la différence pour attirer de nouveaux talents. Nous proposons des offres de formations en alternance précédées par-exemple de POEI.

Quel est l'avenir des métiers industriels ?

Nous constatons une forte demande, en particulier pour les postes liés à la transition écologique ou à l'automatisation. Les entreprises recherchent activement des profils qualifiés et investissent dans la montée en compétences de leurs équipes. C'est un signe très encourageant pour ceux qui envisagent une carrière dans ce secteur.

Et qu'en est-il des publics en reconversion professionnelle ? L'industrie semble être une option intéressante pour eux ?

Tout à fait. L'industrie attire des personnes en quête de stabilité, d'un meilleur salaire ou d'une évolution professionnelle rapide

Le changement de métier, **principale motivation à la mobilisation du PTP**[16]

« J'avais besoin de renouveau. Mon ancien poste était répétitif, sans évolution possible. Ce qui m'a motivée, c'était l'idée de travailler sur des choses concrètes, de me sentir utile dans un secteur qui recrute. Je me suis orientée vers cette formation après avoir participé à une journée portes ouvertes dans un centre de formation, où j'ai découvert l'étendue des possibilités en maintenance industrielle. C'était très inspirant. »

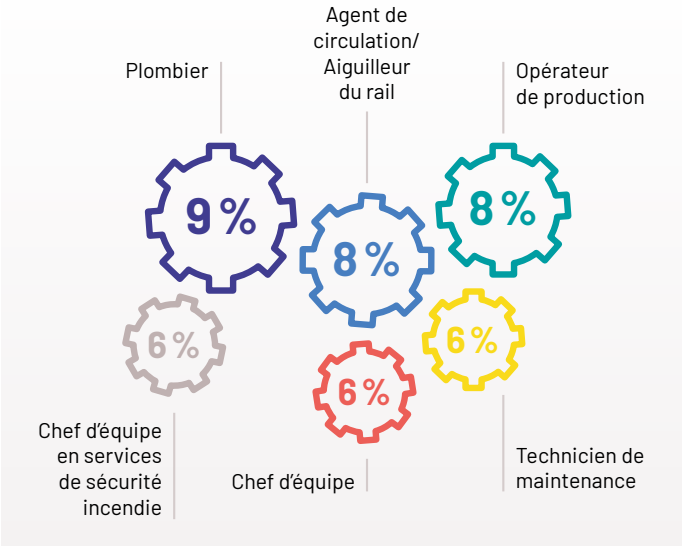
Marie, 40 ans, anciennement chargée de clientèle, bénéficiaire du PTP pour le métier de technicienne de maintenance industrielle.

16. Source : Enquête devenir de l'Observatoire des transitions professionnelles (OTP) sortants 2021-2023 (282 répondants).

94 % des bénéficiaires ayant suivi une formation dans le secteur de l'industrie ont mobilisé le PTP dans un objectif de changement de métier. Cependant, la reconversion ne se limite pas à une aspiration personnelle : elle est aussi souvent perçue comme une réponse à des situations professionnelles complexes. Ainsi, 54 % des bénéficiaires déclarent avoir entrepris cette démarche pour faire face à une situation difficile dans leur poste actuel.

Motif	Bénéficiaires visant une formation dans l'industrie	L'ensemble des bénéficiaires
Changer de métier	94	92
Créer une entreprise	18	13
Faire face à un problème de santé	13	13
Faire face à une situation compliquée dans le poste	54	49

Par ailleurs, 13 % des bénéficiaires ont mentionné des raisons de santé comme facteur déclencheur de leur reconversion. Ces derniers exerçaient principalement des métiers tels que :



Ces professions, souvent exigeantes physiquement, illustrent l'impact de l'usure professionnelle sur les parcours de reconversion. Depuis 2024 Transitions Pro Île-de-France propose des dispositifs spécifiques pour répondre à ces enjeux.

Lutte contre l'usure professionnelle :
deux nouveaux dispositifs portés par les associations Transitions Pro pour tout salarié exposé à un ou plusieurs facteurs de risques et qui souhaite aller vers un métier non exposé

Le FIPU

(Fonds d'Investissement dans la Prévention de l'Usure professionnelle)

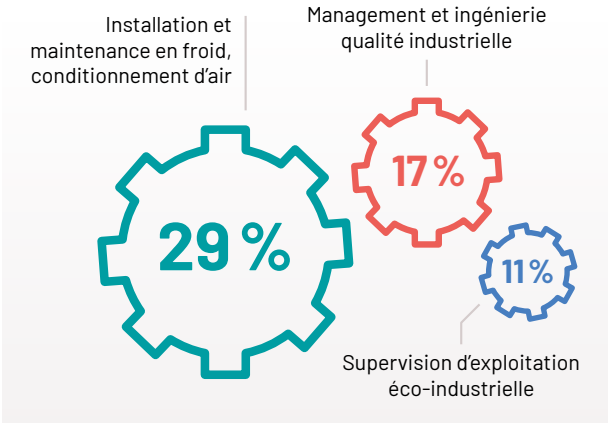
Permet aux salariés exposés à un ou plusieurs facteurs de risques professionnels d'accéder au Projet de Transition Professionnelle (PTP) via un budget spécifique pour changer de métier et prévenir les impacts liés à l'usure. Le FIPU permet d'anticiper les problématiques de santé, les absences répétées, le turn-over…

Le PUR

(Prévention Usure professionnelle)

Destiné aux salariés disposant d'un Compte Professionnel de Prévention (C2P) car exerçant un métier à risque, le compte permet de financer un bilan de compétences, une Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) et/ou une formation certifiante. Dans ce dernier cas, Transitions Pro peut co-financer les projets de formation sur temps de travail.

Même si une reconversion vers des métiers industriels peut paraître paradoxale face à des problèmes de santé, il est important de préciser que ces transitions excluent généralement les professions impliquant des contraintes physiques :



Ces orientations peuvent répondre à des aspirations d'évolutions professionnelles vers des fonctions moins exposées physiquement ou plus adaptées à des problématiques de santé, y compris des troubles psychosociaux[17]. En effet, il est important de souligner que les problèmes de santé à l'origine de ces transitions ne sont pas uniquement d'ordre physique. Les troubles psychosociaux, comme le stress chronique, les conflits professionnels ou le syndrome d'épuisement professionnel (burn-out), jouent également un rôle déterminant. Ces problématiques, bien qu'invisibles, peuvent pousser les individus à envisager une reconversion vers des métiers offrant un meilleur équilibre entre exigences professionnelles et bien-être personnel. Cela démontre que la reconversion n'est pas seulement une réponse à l'usure physique, mais aussi à des besoins de rééquilibrage global dans la carrière.

17. *Dossier : les risques psychosociaux / INRS. 08/2021*

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DU PTP QUI SE DIRIGENT VERS L'INDUSTRIE ?

UNE MAJORITÉ D'HOMMES

Sur les trois dernières années, les hommes sont majoritaires, avec seulement 16 % de femmes. Ce faible taux de féminisation reflète les défis persistants liés à l'attractivité des métiers industriels en dépit des nombreuses opportunités que ce secteur offre en matière de reconversion et de formation.

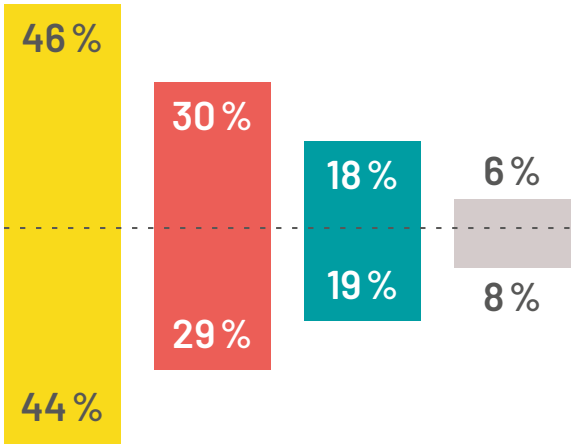
À noter, 37 % des emplois dans l'industrie sont selon la dernière étude d'OPCO 2I occupés par des femmes, soit un écart notable de 22 points avec les bénéficiaires du PTP qui se reconvertissent dans ce secteur.

DES DEMANDEURS EN MILIEU DE CARRIÈRE

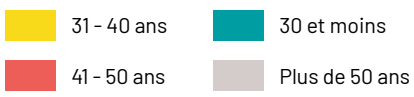
Les reconversions vers l'industrie attirent principalement des personnes en milieu de carrière : la tranche des 31-40 ans représente 46 % des bénéficiaires dans ce secteur, ce qui témoigne d'un attrait marqué pour l'industrie parmi ceux cherchant un nouveau souffle dans leur parcours professionnel.

En comparaison avec l'ensemble des secteurs, la répartition par âge des reconversions vers l'industrie reste relativement similaire, avec une légère prédominance des profils en début/milieu de carrière. Ces chiffres montrent que les projets de reconversion vers l'industrie sont sollicités par des bénéficiaires en quête de stabilité et de perspectives à long terme.

Tranche d'âge des bénéficiaires
dans le domaine de l'industrie

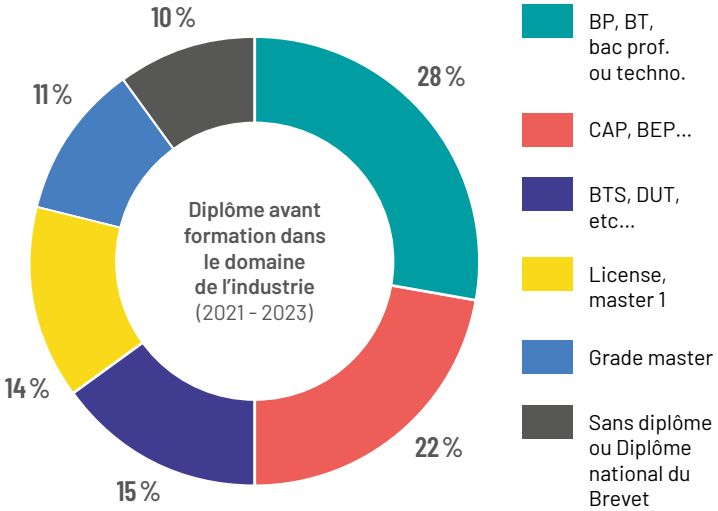


Tranche d'âge des bénéficiaires
tous domaines confondus



UNE PRÉPONDÉRANCE DE NIVEAUX BTS, LICENCE ET MASTER À L'ENTRÉE EN FORMATION

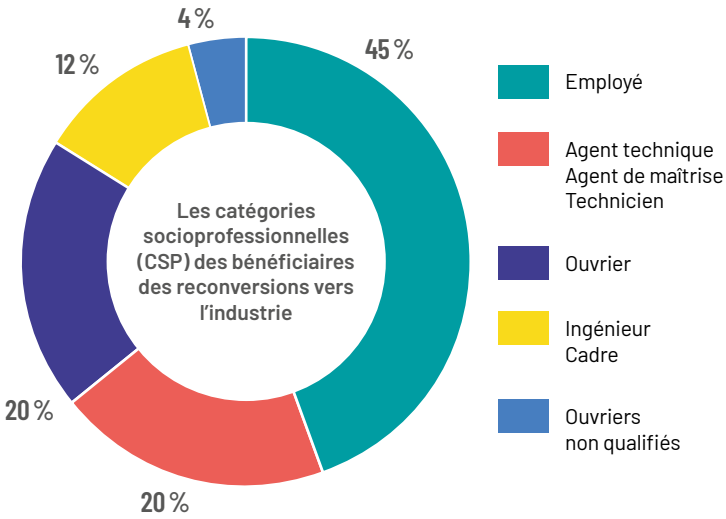
Les bénéficiaires des reconversions vers l'industrie présentent une grande diversité en termes de niveau de formation au moment de leur entrée en formation. Contrairement à certaines idées reçues, ce secteur ne se limite pas aux profils hautement qualifiés ou techniques. Les données montrent une répartition équilibrée entre les différents niveaux, avec des tendances proches de celles observées pour l'ensemble des domaines confondus :



Ces chiffres mettent en évidence une légère surreprésentation des diplômés de niveaux supérieurs (BTS, Licence, Master). En parallèle, les profils moins qualifiés ne sont pas marginalisés, confirmant l'accessibilité de l'industrie à des parcours variés.

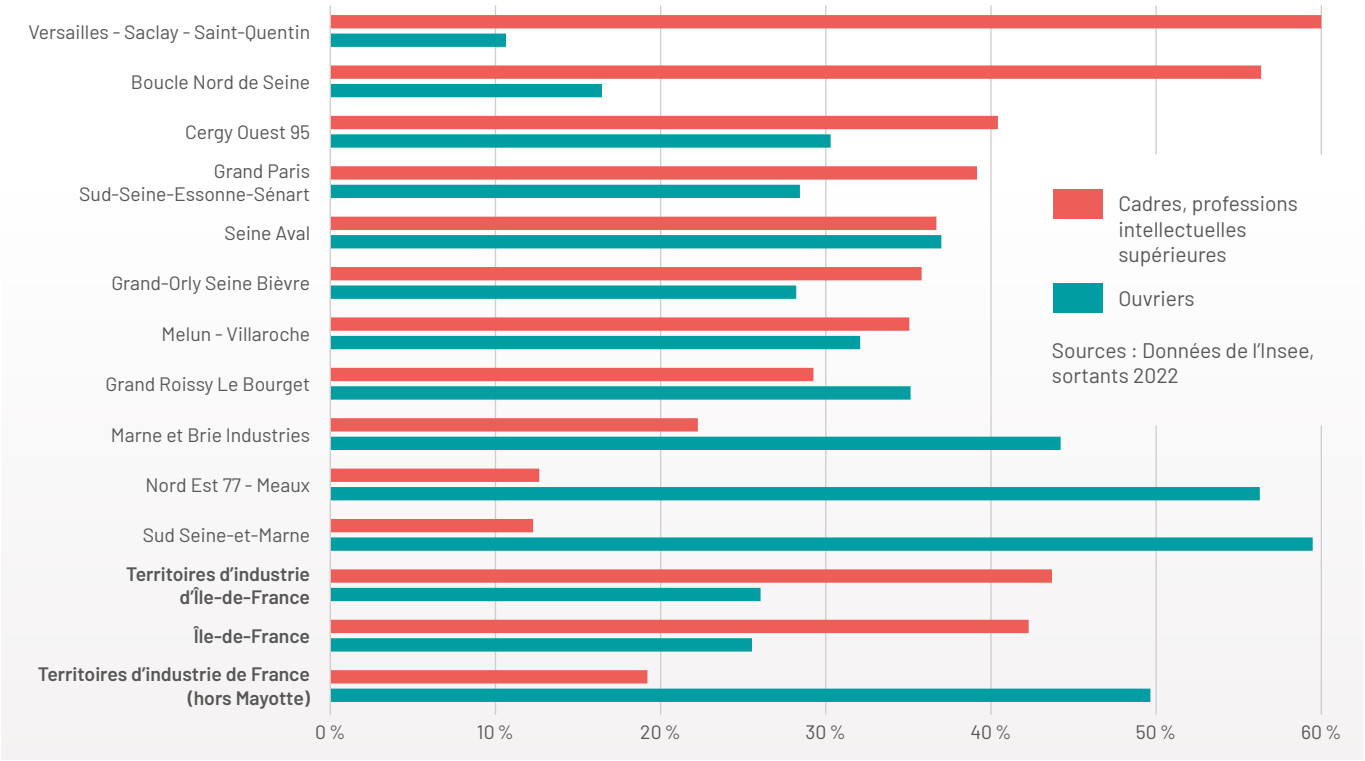
UNE SURREPRÉSENTATION D'OUVRIERS PARMI LES SALARIÉS FINANCÉS

Les employés constituent 45 % des bénéficiaires même si cette catégorie socio-professionnelle est beaucoup moins représentée par rapport à l'ensemble des salariés financés sur la période (- 20 points). À l'inverse, les ouvriers (qualifiés ou non) sont surreprésentés, représentant 24 % des bénéficiaires (contre 16 % pour l'ensemble des salariés). Viennent ensuite les agents techniques, agents de maîtrise et techniciens (20 %) et enfin les ingénieurs et cadres qui représentent 12 % des bénéficiaires (+ 3 points / à l'ensemble des bénéficiaires).



DÉCALAGE ENTRE PROFILS EN RECONVERSION ET BESOINS RÉELS DU SECTEUR INDUSTRIE

En Île-de-France, le profil des salariés de l'industrie se distingue par une forte proportion de cadres. Cette prédominance des cadres contraste avec la répartition des bénéficiaires du PTP, où les employés constituent le groupe le plus important, ce qui laisse entrevoir un décalage entre les profils en reconversion et les besoins réels de profils cadres en emploi dans le secteur.



DES SECTEURS DE PROVENANCE DIVERSIFIÉS

Les bénéficiaires du PTP de Transitions Pro Île-de-France proviennent de secteurs variés, avec une forte représentation du commerce de détail (13 %), des transports terrestres (9 %) et de l'action sociale sans hébergement (7 %). Ces secteurs, souvent touchés par des transformations rapides et des conditions de travail exigeantes, poussent les salariés à se tourner vers l'industrie pour sécuriser leur parcours professionnel.

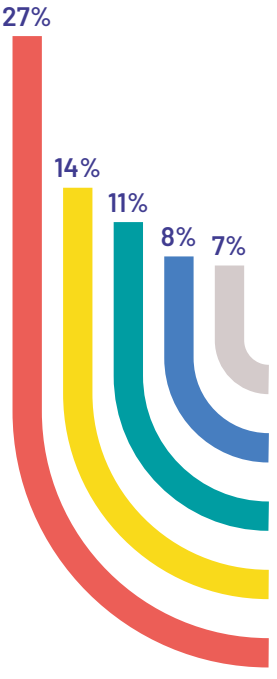
TOP 5

des secteurs d'origine des bénéficiaires se reconvertissant vers l'industrie (2021 - 2023)

1. Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles
2. Transports terrestres et transport par conduites
3. Action sociale sans hébergement
4. Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager
5. Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles

ANCIENNEMENT DANS L'INDUSTRIE : VERS QUELS SECTEURS SE RÉORIENTENT-ILS ?

Entre 2021 et 2023, 32 % des bénéficiaires ayant déposé un dossier de reconversion professionnelle provenaient du secteur industrie. Les salariés de l'industrie qui choisissent de se reconvertir s'orientent principalement vers des métiers dans **les domaines de l'administration, de l'informatique, de la santé, du transport et du bâtiment.**



TOP 5

des secteurs de destination des salariés de l'industrie qui se reconvertissent (2021 - 2023)

1. Gestion, administration des entreprises
2. Informatique et télécommunications
3. Santé, action sociale, culturelle et sportive
4. Transports, logistique et tourisme
5. Bâtiment, travaux publics

QUE DEVIENNENT LES BÉNÉFICIAIRES D'UN PTP 6 MOIS APRÈS LA FIN DE LEUR FORMATION ?[18]

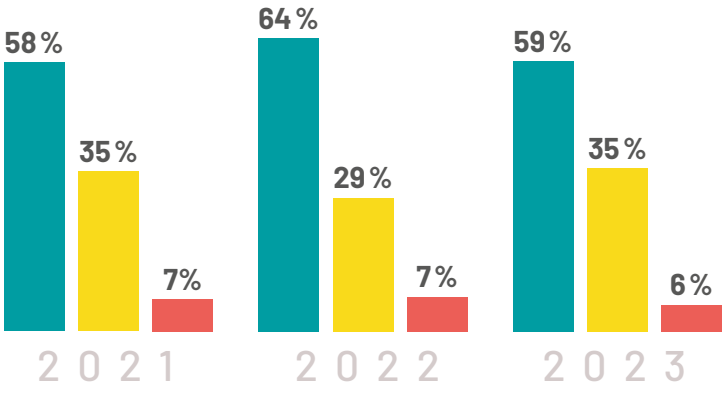
PLUS DE 9 BÉNÉFICIAIRES SUR 10 ONT RÉUSSI LEUR RECONVERSION OU SONT EN COURS

Parmi les sortants de 2021 à 2023, 93 % des bénéficiaires ayant suivi un PTP dans le domaine de l'industrie ont réalisé leur projet ou poursuivent leur parcours de reconversion six mois après la fin de leur formation. Dans le détail :

→ **60 % sont en poste dans un emploi en lien direct avec leur formation,**

→ **33 % poursuivant leur projet, que ce soit par une recherche d'emploi, un retour en formation ou une création d'entreprise.**

Enfin, le taux d'abandon reste faible dans le domaine de l'industrie, avec seulement 7 % des bénéficiaires interrompant leur projet, contre 9 % pour l'ensemble des secteurs, entre 2021 et 2023.



La réalisation de transition dans le domaine de l'industrie selon l'année de sortie de formation

Transition réalisée — Transition en cours — Transition abandonnée

UN TRÈS BON TAUX DE RÉUSSITE À L'EXAMEN

Pour les bénéficiaires se dirigeant vers les métiers de l'industrie entre 2021 et 2023, le taux de réussite à l'examen atteint un remarquable 98 %, soit 6 points de plus que pour l'ensemble des domaines confondus sur la même période.

« Les débuts étaient compliqués, surtout en termes de rythme : passer d'un travail de bureau à un métier manuel, tout en jonglant avec ma vie de famille, c'était un vrai défi. Il a fallu apprendre à travailler debout toute la journée, manier des outils que je ne connaissais pas, et assimiler des notions techniques totalement nouvelles pour moi.
Ce qui m'a marquée, c'est l'entraide entre les stagiaires : on venait tous d'horizons différents – un ancien pâtissier, un ex-commercial, un mécanicien en reconversion – mais on avait ce même désir de réussir. Cette dynamique de groupe m'a beaucoup aidée à prendre confiance en moi et à progresser.
Je n'aurais jamais imaginé, il y a encore deux ans, être capable de lire des plans techniques ou d'assembler des pièces avec autant de précision. Aujourd'hui, je ne regrette pas mon choix : cette reconversion m'a permis de me prouver que j'étais capable de sortir de ma zone de confort et d'apprendre un nouveau métier à 29 ans. »

Sophie, 29 ans, ancienne employée administrative, bénéficiaire du PTP dans la chaudronnerie.

DES PROJETS DE TRANSITION PROFESSIONNELLE QUI PEUVENT PRENDRE DU TEMPS POUR SE RÉALISER

Ne pas avoir réalisé sa transition professionnelle 6 mois après la fin de la formation ne signifie pas un abandon du projet. Pour environ un tiers des bénéficiaires (33 %) ayant suivi un PTP entre 2021 et 2023, cette durée n'a pas suffi à finaliser leur projet de transition. Parmi eux :

→ **76 % recherchent un poste en lien avec leur formation,**

→ **16 % sont de retour en formation,**

→ **8 % sont en train de créer leur entreprise.**

Ces bénéficiaires se retrouvent dans diverses situations face au marché du travail :

→ **53 % ont repris leur ancien poste,**

→ **6 % occupent un poste sans lien avec leur formation,**

Il est important de souligner que 6 mois peuvent s'avérer insuffisants pour concrétiser un projet de reconversion professionnelle, notamment dans des secteurs exigeants comme l'industrie, et dans un marché où les postes qualifiés nécessitent un processus de recrutement relativement long.

« Il m'a fallu du temps pour décrocher mon premier emploi, environ 8 mois après la fin de ma formation. Mon premier poste était un CDD comme opérateur en assemblage métallique. C'était une expérience courte mais formatrice, qui m'a permis de développer mes compétences et de me faire remarquer dans le secteur. Grâce à cela, j'ai obtenu mon CDI actuel en tant que soudeur. [...] Aujourd'hui, je me sens épanoui. Dans mon ancien métier, je gérais beaucoup de pression et peu de reconnaissance. Maintenant, quand je vois une pièce que j'ai assemblée, je ressens une vraie fierté. C'est gratifiant de voir le fruit de mon travail se matérialiser et de savoir que mes compétences sont valorisées.
Je suis fier du chemin parcouru et de ma place dans ce métier. Si je devais conseiller quelqu'un, je lui dirais de ne pas sous-estimer l'effort nécessaire pour se former, mais que ça en vaut largement la peine. »

Ahmed, 45 ans, ancien chef de rayon, bénéficiaire du PTP pour devenir soudeur industriel.

18. Source : Enquête devenir de l'Observatoire des transitions professionnelles (OTP) sortants 2021-2023 (282 répondants)

L'IMPACT DE L'ÂGE SUR LA RÉALISATION DE LA RECONVERSION

La mise en œuvre du projet de reconversion 6 mois après la fin de la formation varie selon l'âge des bénéficiaires :

→ **Moins de 30 ans : 81 %**

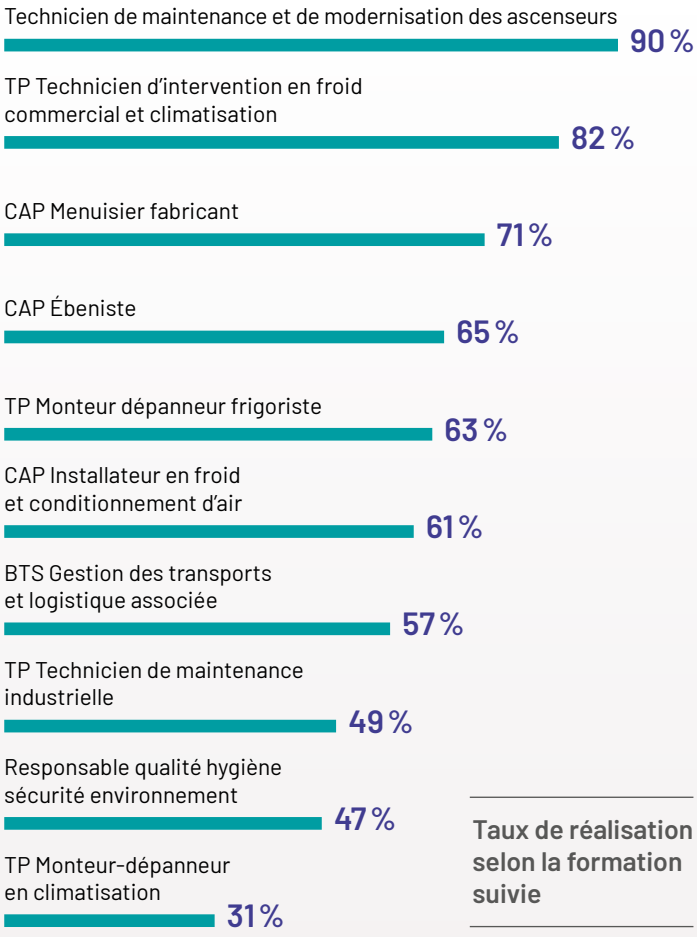
→ **30-49 ans : 59 %**

→ **Plus de 50 ans : 38 %**

Certaines formations se distinguent particulièrement par leur bon taux de reconversion à 6 mois :

- **Technicien de maintenance et de modernisation des ascenseurs : 90 %**
- **Technicien d'intervention en froid commercial et climatisation : 82 %**

En revanche, d'autres formations affichent des taux de réalisation plus modestes, comme le titre de Responsable qualité hygiène sécurité environnement (47 %) ou le TP Titre professionnel de monteur-dépanneur en climatisation (31 %).



Taux de réalisation selon la formation suivie

PLUS DE 6 BÉNÉFICIAIRES SUR 10 EN CDI

Six mois après la fin de leur formation, 66 % des bénéficiaires ayant réalisé leur reconversion occupent un poste en CDI, un taux supérieur de 6 points à celui observé pour l'ensemble des domaines confondus.

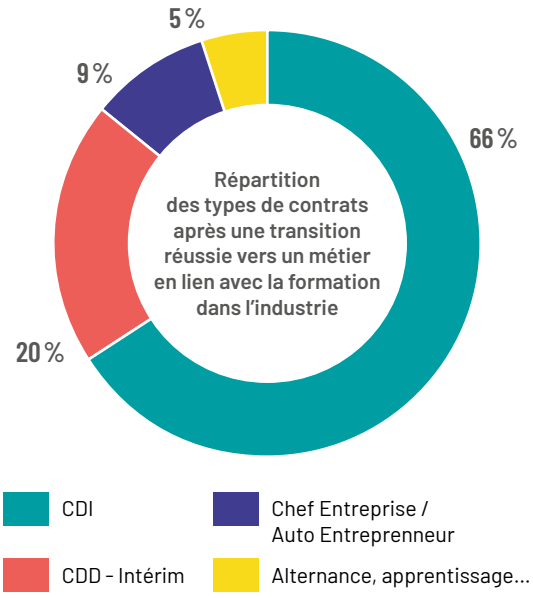
Par ailleurs :

→ **20 % des bénéficiaires sont en CDD ou en intérim,**

→ **9 % ont choisi de créer leur entreprise,**

→ **5 % poursuivent leur formation et sont en alternance ou en apprentissage.**

La quasi-totalité des bénéficiaires (97 %) travaille à temps complet.



DES PROJETS DE TRANSITION PROFESSIONNELLE STOPPÉS

Six mois après la fin de la formation, 7 % des bénéficiaires se dirigeant vers le domaine de l'industrie ne sont ni en emploi ni en recherche d'un emploi lié à leur formation. Ce chiffre est deux points inférieurs à la moyenne observée tous domaines confondus sur la même période.

Tous les bénéficiaires, ayant temporairement mis en pause leur projet de reconversion après avoir obtenu leur diplôme, sont néanmoins en emploi :

→ **82 % ont repris leur ancien poste,**

→ **18 % occupent un poste sans lien avec leur formation.**

Concernant les abandons de parcours en cours de formation, 13 % des bénéficiaires n'ont pas obtenu la certification visée, pour les raisons suivantes :

→ **4 % ont abandonné leur formation,**

→ **5 % n'ont pas passé l'examen,**

→ **4 % n'ont pas réussi l'examen.**

QUELS BÉNÉFICES PERÇUS APRÈS UNE RECONVERSION DANS L'INDUSTRIE ?

Les retours des bénéficiaires témoignent de nombreux avantages liés à leur reconversion professionnelle :

→ **77 % jugent leurs nouvelles conditions de travail meilleures ou bien meilleures qu'auparavant,**

→ **77 % trouvent leur poste plus intéressant,**

→ **63 % estiment que leurs compétences sont mieux reconnues,**

→ **60 % rapportent une amélioration de leur rémunération.**

Ces bénéfices ne se limitent pas aux aspects financiers ou organisationnels : pour beaucoup, la reconversion a également apporté un meilleur équilibre de vie et un sentiment accru d'accomplissement professionnel.

« À quelqu'un qui hésite à se reconvertir, je dirais : fais-le. Mais prépare-toi. C'est un engagement qui demande du temps, de l'énergie, et parfois des sacrifices. Mais au final, ça vaut le coup, surtout quand on trouve un secteur comme l'industrie, où il y a de vraies perspectives d'emploi. »

Isabelle, 36 ans, ancienne assistante de direction, bénéficiaire du PTP pour une reconversion en gestionnaire de production.

Transitions Pro Île-de-France, *un acteur de la reconversion* vers les métiers du secteur industriel

L'association Transitions Pro Île-de-France, grâce à ses dispositifs de financement soutient les salariés en reconversion vers des métiers porteurs, particulièrement dans l'industrie. Ce secteur, marqué par des transformations technologiques majeures (automatisation, intelligence artificielle, transition énergétique…), nécessite des compétences spécifiques pour répondre à ces nouveaux enjeux. Transitions Pro Île-de-France contribue à faciliter cet accès en finançant des parcours de formation en adéquation avec les attentes du marché. Malgré une baisse des demandes de reconversion depuis 2021, l'association continue à soutenir activement les projets dans l'industrie, en mettant un accent particulier sur **les métiers priorisés,** identifiés comme porteurs d'avenir et offrant de fortes perspectives d'emploi.

Vous souhaitez vous *reconvertir ?*

Transitions Pro Île-de-France vous accompagne avec le Projet de Transition Professionnelle.

Pour vous renseigner et passer à l'action, consultez notre site web : **www.transitionspro-idf.fr**

Pour découvrir les métiers de l'industrie, rendez-vous sur :

- **https://observatoire-competences-industries.fr**
- **https://gim-idf.fr**
  (Groupe des industries métallurgiques – GIM)

Étude produite par
Transitions Pro Île-de-France

L'étude est disponible sur
www.transitionspro-idf.fr

Conception graphique :
Agence Bolivie

PARTENAIRE D'AVENIR
TRANSITIONS PRO Île-de-France

afaq ISO 9001 Qualité AFNOR CERTIFICATION

BAC DE TRI